

Communiqué de presse

Les familles de disparus appellent à un soutien politique général plus marqué

Alger, le 19 février 2021

Alors que le mouvement protestataire du Hirak commence à reprendre de l'ampleur, pour la première fois depuis le mois de mars 2020, afin d'exprimer haut et fort ses aspirations et son désir d'une Algérie nouvelle, libre, démocratique, ouverte sur le monde; le président Abdelmadjid Tebboune, nouvelle incarnation du système depuis la dernière élection, a rencontré, ces derniers jours, les principaux partis d'opposition, dont le Front des Forces Socialistes (FFS) et Jil Jadid.

Le Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie (CFDA) accueille avec réserve leur rencontre avec le président Abdelmadjid Tebboune, les 13 et 14 février 2021.

Cependant, le CFDA déplore le fait que ces deux partis n'aient pas saisi cette opportunité unique de faire valoir le besoin d'établir la vérité et la justice sur le dossier des disparitions forcées ainsi que sur l'ensemble des victimes de la guerre civile des années 1990, besoin sans lequel ne peut advenir une transition démocratique. De toute évidence, pour le CFDA et SOS disparus, le FFS et Jil Jadid n'ont pas été au rendez-vous de l'histoire en faisant abstraction de la question des disparus. Ignorer cette nécessité c'est déposséder les familles de disparus de leur droit à la vérité et à la justice.

Le CFDA et SOS Disparus regrettent cette invisibilisation du dossier des disparus par le FFS et Jil Jadid lors de cette rencontre, d'autant qu'ils ont été les premiers partis politiques à avoir soulevé cette problématique douloureuse et à soutenir les familles des disparus à chaque fois qu'ils en ont eu l'occasion.

Faire la lumière sur le sort des disparus est pourtant une étape cruciale du chemin vers un Etat de droit qui ferait l'ode à la séparation des pouvoirs, et non pas au déni de justice, à son instrumentalisation et au pouvoir militaire, comme consacrés aujourd'hui par la nouvelle constitution.

Oublier ce dossier, c'est déjà favoriser la répétition des actes sanglants perpétrés durant les années 1990. C'est aussi sacrifier une nouvelle génération de jeunes algériens et algériennes qui n'aspirent qu'à leur émancipation et à regarder sereinement vers l'avenir, sans être piégés par une histoire qui tend à se répéter.

L'affaire Walid Nekiche nous a rappelé que le régime n'en a pas fini avec ses vieux réflexes : torture dans les commissariats et dans les geôles clandestines des services de sécurité, arrestations et

condamnations arbitraires, répression systématique de la société civile et guerre psychologique contre le peuple à travers ses relais de propagande.

Au total, les partis politiques, en dialoguant avec le président Abdelmadjid Tebboune, donnent de la légitimité à un régime en quête de sens. Ils apposent indirectement leur contre-seing à l'impunité qui le caractérise depuis des décennies.

Nassera Dutour

P/ Le Collectif des familles de disparus d'Algérie – SOS Disparus